

30 juin 1927, indique un actif total de £139,000,000 et sur ce grand total environ £79,000,000 représentaient des valeurs du gouvernement et autres titres à revenu fixe. Le total des affaires de banque réelles représentait £19,500,000 de son actif, sous forme de billets à recevoir, billets escomptés, prêts et avances et autres sommes dues à la banque. Il ressort de cet état que la *Commonwealth Bank* n'est pas une institution commerciale, mais elle a servi surtout d'instrument pour fournir des prêts au gouvernement du Commonwealth et à diverses autres agences gouvernementales.

On a fait mention des profits réalisés par l'Etat sur les opérations de la *Commonwealth Bank*. Pour l'année finissant le 30 juin 1927, les profits réalisés sur les affaires de banque, exception faite des bénéfices découlant de l'émission de billets, se sont chiffrés par £580,000, dont la plus forte partie a été effectuée en acceptant des dépôts portant un intérêt peu élevé pour en faire le placement en valeurs rapportant un intérêt plus élevé. La moitié de ces bénéfices étaient versés à la caisse de réserve de la banque et l'autre moitié formait une contribution au fonds d'amortissement national.

Pendant la même période la somme de £1,136,000 a été obtenue du département d'émission de billets, le département d'émission de billets et les affaires de banque en général étant administrés tout à fait séparément. De ce montant £852,000, ou un peu plus de \$4,000,000, a été versé au Trésor du Commonwealth. Ces profits du département d'émission de billets provenaient exclusivement des dividendes annuels accumulés sur £25,000,000 d'obligations et autres valeurs détenues par ce département en garantie sur les émissions de billets de la *Commonwealth Bank*.

Plusieurs seront probablement surpris d'apprendre que le Canada a réalisé sur ses émissions de billets, et du chef de la taxe sur les billets en circulation, beaucoup plus que \$4,000,000 au cours de la dernière année. De fait, le gouvernement de ce pays a reçu \$63,500,000 pour ses émissions de billets, mais cette somme n'a pas été, comme en Australie placée en valeurs, mais au contraire elle a servi pour faire face de temps à autre aux obligations du gouvernement. De cette façon, le gouvernement n'a pas eu à emprunter ni à payer d'intérêt sur cette somme. De ces \$63,500,000 le gouvernement a reçu \$41,000,000 des banques en échange de ces billets au cours de la première période de la guerre. La première de ces émissions gratuites date du temps de la Confédération, vu que lors de l'Union il y avait pour \$2,400,000, ou à peu près, d'émissions non garanties qui étaient en souffrance et pour lesquelles le Dominion assumait toute responsabilité. Si le gouvernement du Canada avait profité des crédits créés en sa faveur dans les banques, en échange pour ces émissions, et en avait le placement en valeurs, comme la chose se pratique en Australie, il recevrait au compte du fonds consolidé, eu égard au taux d'emprunt en vigueur dans le temps que ces émissions ont été faites, au moins \$3,000,000 d'intérêt par année. Néanmoins, le gouvernement du Canada a pu bénéficier et utiliser cette somme sans avoir à payer d'intérêt. Ses émissions de numéraire sont toutefois aussi sûres que celles d'Australie car sa promesse de payer constitue une aussi bonne garantie que les obligations détenues par le département d'émission de billets de la *Commonwealth Bank* en garantie de ses émissions.

Outre les \$3,000,000 susdits il y a environ \$1,200,000 que le gouvernement du Canada reçoit tous les ans de la taxe de 1 pour 100 sur les billets de banque en circulation en proportion du capital et aussi des recettes réalisées sur l'émission des billets du gouvernement pour l'usage des banques, en conformité de la Loi des finances, ainsi que de la taxe sur l'excédent de circulation des billets de banque. On allègue que le gouvernement